

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société JINWANG EUROPE

ZI Quai Jean Jaurès
218 avenue Marie Curie
07800 La Voulte-Sur-Rhône

Références : 20260202-RAP-DAEN0116
Code AIOT : 0006102463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement JINWANG EUROPE implanté ZI Quai Jean Jaurès 218 avenue Marie Curie 07800 La Voulte-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 11/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JINWANG EUROPE
- ZI Quai Jean Jaurès 218 avenue Marie Curie 07800 La Voulte-sur-Rhône
- Code AIOT : 0006102463
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société JINWANG EUROPE exploitait sur son site de La Voulte-sur-Rhône, situé dans la zone industrielle Quai Jean-Jaurès, un établissement industriel de fabrication de nitrates métalliques, d'oxydes métalliques, de sels de bismuth et de magnésie hydratée. Des activités de séchage de produits chimiques divers étaient également réalisées. Les métaux utilisés en fabrication étaient essentiellement l'aluminium, le fer, le cobalt, le nickel, le bismuth, le manganèse et le cuivre.

Au titre des ICPE, le site JINWANG EUROPE de La Voulte-sur-Rhône relevait du régime de l'autorisation avec un classement SEVESO bas.

La société JINWANG EUROPE a été placée en liquidation judiciaire par jugement du 16 avril 2024 du tribunal de commerce d'Aubenas. L'Étude BALINCOURT représentée par Me Frédéric TORELLI et Me Cyrielle DELEUZE – 3, boulevard Pasteur – 07200 Aubenas – est désignée comme liquidateur. Une intervention de l'ADEME dans le cadre de la procédure de mise en sécurité sur site à responsable défaillant est en cours sur ce site depuis février 2025.

Thèmes de l'inspection : Mise en sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Définition de la cessation d'activité ICPE / mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 21/11/2024, article R. 512-75-1.I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ADEME a été chargée, par arrêté préfectoral du 14/02/2025, de la réalisation de travaux d'office relevant d'une situation d'urgence impérieuse pour la mise en sécurité du site. L'ADEME a remis un CRIT intermédiaire (compte rendu d'intervention terminée) le 06/10/2025. Cette visite d'inspection avait pour objectif de faire un point sur l'état du site.

Lors de la visite, il a été constaté d'importantes améliorations. La mise en sécurité du site nécessite cependant encore de nombreuses actions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Définition de la cessation d'activité ICPE / mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/11/2024, article R. 512-75-1.I
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : I.-La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes : 1° La mise à l'arrêt définitif ; 2° La mise en sécurité ; 3° Si nécessaire, la détermination de l'usage futur selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état. [...]

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

Arrêté préfectoral n°07-2025-02-14-00003 du 14/02/2025

Article 1 : Mesures d'office

Il est procédé à l'exécution des évaluations ou travaux suivants, aux frais du liquidateur judiciaire ès-qualité, (selarl) étude BALINCOURT représentée par Maître Frédéric TORELLI et Maître Cyrielle DELEUZE 3, boulevard Pasteur – 07200 Aubenas, au droit de l'ancien site JINWANG EUROPE, sis 218 avenue Marie Curie à La Voulte-sur-Rhône (07800) :

- maintien des alimentations en eau et en électricité, du gardiennage, du fonctionnement de la station d'épuration et si nécessaire rachat d'états,
- en l'absence de données antérieures suffisantes, diagnostic amiante au niveau des débris de toiture tombés sur la voirie d'accès au site EURECAT,
- réfection de l'étanchéité du poste de livraison d'électricité HT,
- caractérisation des déchets du bâtiment « magasin » et éventuellement reconditionnement ponctuel en cas de fuite.

Article 2 : Exécution des travaux

L'Agence de la transition écologique (ADEME) est chargée de l'application du présent arrêté, pour exécuter ou faire exécuter les mesures prescrites à l'article 1^{er}.

À compter de la notification de cet arrêté, le liquidateur judiciaire ès-qualité ne peut pas réaliser ou faire réaliser les mesures précitées et obtenir, le cas échéant, restitution des sommes consignées à cet effet.

Constats :

L'ADEME a été chargée, par arrêté préfectoral du 14/02/2025, de la réalisation de travaux d'office relevant d'une situation d'urgence impérieuse pour la mise en sécurité du site.

Le liquidateur ne peut pas réaliser ou faire réaliser les mesures de l'arrêté précité et obtenir, le cas échéant, restitution des sommes consignées à cet effet.

De plus, il est rappelé que toute intervention sur des équipements qui n'auraient pas fait l'objet, au préalable, d'une mise en sécurité dans les règles de l'art, et attestée par une personne compétente, est interdite par arrêté préfectoral du 13/01/2025.

L'inspection du 28/01/2026 a permis la visite du site en présence de l'ADEME et de la gendarmerie. Le site n'est pas encore mis en sécurité. D'importantes actions contribuant à la mise en sécurité du site ont cependant été réalisées par l'ADEME, contribuant à la réduction des risques. La continuité du gardiennage et de la surveillance a été assurée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le liquidateur informe au préalable l'inspection des installations classées et l'ADEME de toute intervention sur le site (travaux, vente de matériel...).

Type de suites proposées : Sans suites